



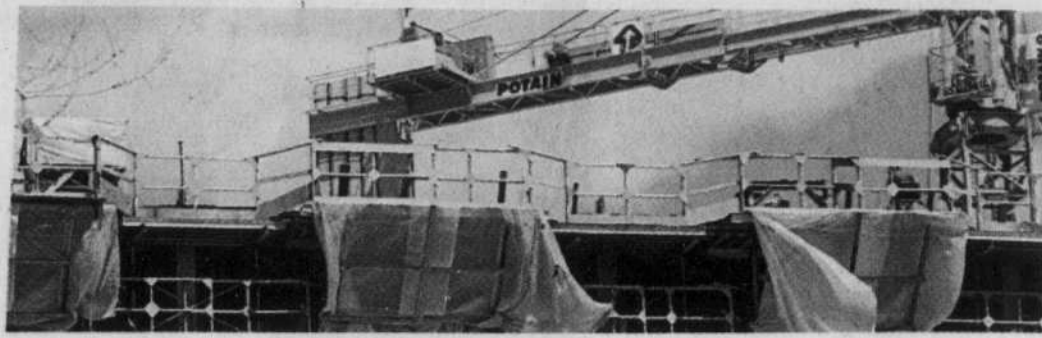
HISTOIRE
L'Allemagne s'est rendue sans conditions
Page B 6



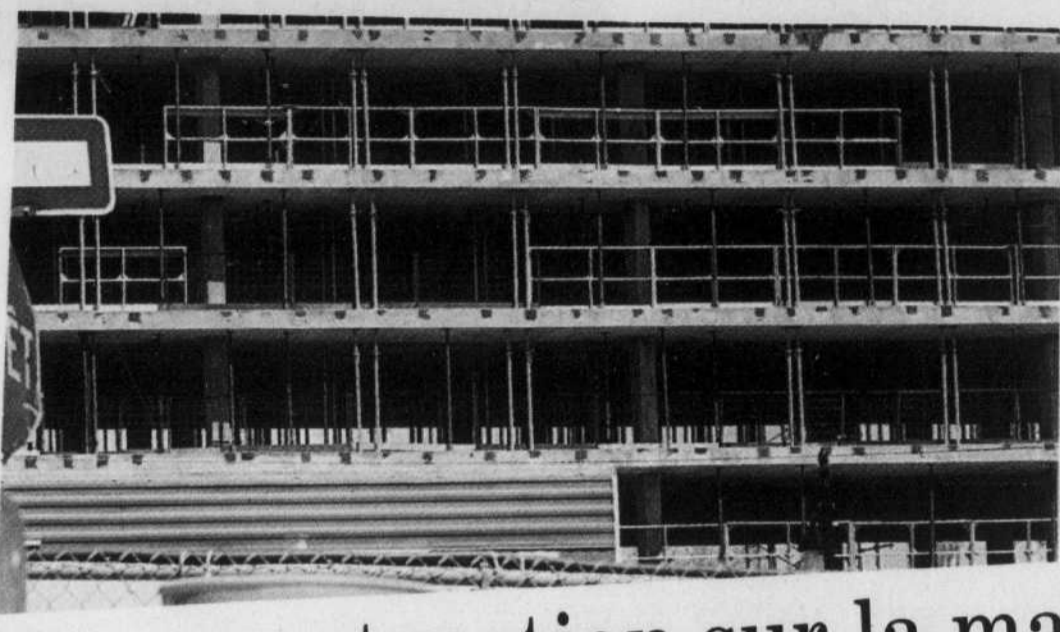
IDÉES
Un débat de 23 885 mots pour convaincre
Page B 5

CAHIER **B**

PERSPECTIVES



Îlot Voyageur : un trou de 100 à 200 millions



Une construction sur la marge de crédit ?



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un risque mal calculé

Comment la dérive immobilière de l'UQAM a-t-elle pu se produire ?

Comment a-t-on pu en arriver là? La question est sur toutes les lèvres ces jours-ci, à la lumière des révélations du *Devoir* sur l'ampleur du gouffre financier que constitue le projet de l'îlot Voyageur de l'UQAM, qui s'ajoute à celui du Complexe des sciences. Une direction, un conseil d'administration, un réseau de l'Université du Québec et ultimement un gouvernement féru de PPP, tous les acteurs de cette longue chaîne de décisions semblent avoir été pris par surprise par l'ampleur de la crise.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Le chaos de la dérive immobilière de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) est apparu dans toute son ampleur à la suite des articles parus dans *Le Devoir* cette semaine faisant état d'un trou financier de 100 à 200 millions pour la construction de l'îlot Voyageur. Un lapin était sorti du chapeau, exactement comme cela avait été le cas l'automne dernier, encore une fois après que *Le Devoir* eut révélé le gouffre financier de 100 millions résultant de la construction du Complexe des sciences.

Si la première vague de révélations a entraîné la démission du recteur, montré du doigt comme le grand responsable, l'attention médiatique de cette semaine a provoqué une forte réaction: la ministre a demandé au Vérificateur général de se pencher sur le dossier, un ultimatum a été donné à l'UQAM pour qu'elle propose un plan de redressement d'ici la mi-juin et le réseau de l'Université du Québec a nommé un conseiller spécial pour collaborer à l'élaboration de ce plan. Entre les deux épisodes de crise, la construction de l'îlot Voyageur s'est poursuivie, à même la marge de crédit de l'université. Comment se fait-il que la lumière rouge ne se

soit pas mise à clignoter plus tôt? Les décisions immobilières de la direction étaient pourtant validées par le conseil d'administration, puis par le réseau UQ (à l'exécutif pour les dépenses de plus d'un million et à l'assemblée des gouverneurs, qui comprend les chefs d'établissement de l'ensemble du réseau, pour celles de deux millions).

«Ce qui est étonnant, c'est la dimension subite de l'information qui déboule. Avec une bonne logique de gouvernance, on devrait être capable de voir l'évolution du chaos du projet», observe Yves Boisvert, professeur d'éthique gouvernementale à l'École nationale d'administration publique (ENAP).

Son collègue de la chaire de recherche en gouvernance et en gestion publique de l'Université d'Ottawa, Christian Rouillard, abonde dans ce sens: «C'est étonnant qu'on ait pu se rendre si loin. Jusqu'à présent, c'est l'ancien recteur Roch Denis qui a été identifié comme le principal responsable, mais il y a quand même un conseil d'administration et aussi l'UQ qui ont une responsabilité.» Les deux experts hésitent cependant à départager le degré de responsabilité de chacun dans l' aventure.

Pour que la mécanique de gouvernance fonctionne bien, tous les acteurs doivent jouer un rôle précis. «Il y a deux ingrédients miracle

dans la recette: la responsabilité et la transparence. Dans le cas de l'UQAM, quelque chose n'a pas fonctionné; soit des gens n'ont pas assumé leurs responsabilités, soit d'autres n'ont pas joué correctement le jeu de la transparence», fait valoir M. Boisvert.

Pour sa défense, le président du conseil d'administration de l'UQAM, Alain Lallier, évoque le cas du Complexe des sciences, pour lequel la direction ne fournissait pas, lors des réunions, un bilan complet de l'état d'avancement du projet, se contentant de faire adopter à la pièce des contrats pour des portions bien précises des travaux. Le scénario apparaît similaire du côté du réseau UQ.

Outre le jeu de pouvoirs et de contre-pouvoirs qui ne semble pas avoir bien fonctionné entre les différents paliers décisionnels, les mécanismes de vérification semblent avoir eux aussi été déficients. La vérificatrice interne relevait en effet directement du recteur et ne disposait pas de ressources humaines pour mener à bien sa tâche. Pis encore, elle n'avait pas pour mandat de vérifier les projets immobiliers.

Gestion de risques

À la suite des recommandations du comité sur la gouvernance remises au conseil d'administration le 17 avril, la vérificatrice interne relèvera dorénavant directement du comité de vérification du conseil d'administration. Son mandat a été élargi à la dimension immobilière et elle devrait se voir octroyer des budgets pour embaucher du personnel à la mi-mai.

Outre la vérification après coup, il semble que la direction et le conseil d'administration de l'UQAM aient pris des risques peut-être mal calculés dans la conduite des projets du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur.

D'entrée de jeu, les projets ont démarré avant même que le ministère de l'Éducation ne garantisse le financement pour les locaux destinés à l'enseignement. Pour le Complexe des sciences, on n'a finalement reçu que 25 millions des 99,5 millions attendus de Québec. Dans le cas de l'îlot Voyageur, le chantier est bien entamé et l'UQAM ne sait toujours pas si Québec est disposé à financer en tout ou en partie les salles de classe projetées.

L'UQAM a aussi pris le pari de financer son futur pavillon de l'îlot Voyageur grâce aux revenus générés par la location d'espace à bureaux, de résidences universitaires et de stationnements. Or les revenus ne sont plus au rendez-vous et on anticipe plutôt un déficit d'exploitation de 12 millions par année si l'UQAM choisit de mener son projet à terme. Ce scénario suppose par ailleurs que les espaces soient bel et bien loués. Au Complexe des sciences, on constatait d'ailleurs cette semaine que seulement 30 % des espaces destinés à la location par des entreprises privées sont occupés.

Ces montages financiers chancellent alors que l'UQAM est déjà dans une situation financière périlleuse et n'arrive pas à boucler son budget de fonctionnement depuis trois ans.

VOIR PAGE B 2: UQAM

«Ce qui est étonnant, c'est la dimension subite de l'information qui déboule»



Une carrière en traduction vous intéresse?

Un certificat ou un diplôme en traduction peut vous donner accès à une profession langagière en pleine expansion.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le **17 mai 2007** au 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1041, à 18 h.

www.mcgill.ca/conted-translation | (514) 398-1484

Développement professionnel – cours à venir

NOUVEAU	Démystifier la recherche clinique	5-6 juin
	Introduction à l'industrie pharmaceutique	12-13 juin
NOUVEAU	Planification de la marque dans l'industrie pharmaceutique	18-19-20 juin
	Propriété intellectuelle	août
	Gestion de projet – 26 semaines	septembre
NOUVEAU	Gestion de projet avancée : de la théorie à la pratique – 12 semaines	septembre

www.mcgill.ca/conted-general | (514) 398-5454



McGill
Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES

En retard dans les nouvelles



Jean Dion

L'actualité pose un sérieux problème. (Remarque comme cet exposé, contrairement à l'accoutumée, démarre en trombe. Pas de chichis, pas de parenthèses à n'en plus finir, pas de «ah oui en passant», soyons bref, parlons peu parlons mieux, allons droit au but, qui quoi quand où pourquoi comment et tout ça. Chronique 101, messieurs dames, et refusez toujours de vous satisfaire des imitations.) Donc, oui, l'actualité pose un sérieux problème: il faut s'y intéresser tout de suite, sinon il est trop tard. En fait, non, il n'est jamais trop tard, mais si on ne fait pas attention, on se ramasse en retard dans les nouvelles. Or, pour passer pour un plouc, rien de mieux. «Quoi, tu savais pas ça????» Remarque, les gens adorent poser cette question dont ils connaissent déjà la réponse parce que vous venez juste de la leur donner, parce qu'ensuite ils peuvent entendre de vous parler par le menu ce que vous ne saviez pas même si cela ne vous intéresse aucunement, ce qui leur permet de se livrer aux deux activités favorites de l'humanité, soit: 1- parler, sans cesse parler, toujours parler, et 2- apprendre quelque chose à quelqu'un. Le monde adore apprendre des choses au monde. Si donc vous ne saviez pas, vous passerez quand même pour un plouc, mais on vous appréciera justement pour ça. On trouve tellement de gens qui savent tout, quand on en rencontre un qui ne sait rien, on l'adopte. Et on passe soi-même pour en savoir un sacré bout, ce qui est excellent pour l'amour-propre.

Du reste, pour enchaîner sur la question des mots qui n'existent pas abordée ici même il y a deux semaines, on note ici que voilà une réalité pour laquelle il n'y a pas de mot: comment appelle-t-on une nouvelle qui n'est plus nouvelle? L'expression «en retard dans les nouvelles» relève elle-même de la contradiction oxymoronique puisque, lorsque la constatation du retard survient, la nouvelle n'est plus, sinon il n'y aurait pas de retard. J'ai donc l'insigne honneur de proposer **ancielle**, n.f., qui désigne une nouvelle suffisamment ancienne pour que quelqu'un qui n'en est pas au courant se fasse dire «Quoi, tu savais pas ça????» mais pas assez vieille pour qu'on croie que vous l'avez déjà sue mais que cela fait tellement longtemps que vous l'avez déjà oubliée. Selon son intensité, la nouvelle perd son statut et devient ancienne dans un délai variant entre deux minutes et une semaine après son apparition. Après avoir elle-même vécu pendant une période indéterminée, l'ancielle devient à son tour un fait historique, mais peu de gens demandent aux autres «Quoi, tu savais pas ça????» à propos de faits historiques, de crainte de passer pour des intellectuels.

Il est par ailleurs proposé de nommer la somme des anciennes, événements présents portés à la connaissance du sujet alors qu'ils sont passés, la **réactualité**, comme ça, juste pour passer le temps dans l'ignorance.

Ceci pour dire que lorsqu'on fait profession de commenter l'actualité, on n'a souvent pas le temps de la suivre, pour la raison précise qu'on est train de la commenter. On aurait tendance à penser qu'une telle posture ne pour-

rait tenir le coup longtemps, exposé qu'on se trouve dès lors aux accusations d'imposture, de charlatanisme et de pas rapport, mais ce n'est pas le cas, car ceux qui sont occupés à prendre connaissance de votre commentaire ne peuvent l'être à suivre l'actualité, ne savent pas ce qui se passe et ne sont donc pas en mesure de déterminer si ce que vous racontez est conforme ou non à ce qui est en train de se produire. Fire encore, il est tout à fait possible qu'ils se fient à vous pour comprendre l'actualité alors que vous en parlez sans la connaître! Il importe donc de se méfier des gens qui vous demandent «Quoi, tu savais pas ça????», car ce qu'ils «savent», ils peuvent l'avoir appris d'un professionnel qui lui-même ne savait pas!

Vous me suivez? Non? C'est bien correct. Vous devriez suivre l'actualité, à la place.

Bref, donc, un ami m'envoie un courrier électrique cette semaine pour me dire que Justin Trudeau a dit à un moment donné que le Québec était «une région incroyablement du Canada». Cet ami sait que j'adore ce mot, **incroyable**, utilisé à satiété dans le domaine du merveilleux monde du sport et en plusieurs autres circonstances. Personnellement, je m'étonne toujours de ce que la plupart des gens se disent croyants, tout disposés à croire en un quelconque improbable divinité qui aurait parlé aux humains il y a des centaines d'années et exigerait qu'ils se plient à des rites abscons et interviendrait dans la conduite terrestre des choses, mais trouvent «incroyable» une remontée de deux buts ou une hausse d'un dixième de cent du prix du litron de fouteu sans-plomb.

Bien sûr, je ne savais pas que le fils du père avait dit ça, ni que, vérification faite, ça remontait à l'autisme dernier, soit à la limite de l'ancielle et du fait historique. Mais voyez un peu: l'avant-garde d'apprendre les choses en retard, c'est qu'on a le temps d'y réfléchir sans se presser puisque si l'actualité trépidante est venue les bousculer, cette actualité est déjà lourdement surannée et donc réfractaire au commentaire.

Or la réflexion se présente ainsi: que signifie donc que le Québec est une région incroyablement du Canada? Quelques pistes pour un week-end d'enfer à débattre avec les copains:

1- Il est impossible de croire que le Québec est une région. Si c'était le cas, les régions du Québec deviendraient dès lors des sous-régions, et on imagine d'ici le tollé, les régions se sentant déjà assez délaissées comme c'est là. L'aliénation grandirait, les politiciens auraient peur de parler du développement sous-régional et les habitants des sous-régions décrieraient les intellectuels du sur-plateau. Dans cette optique, l'affirmation est vraie.

2- Il est impossible de croire que le Québec est une région du Canada. Vrai encore. Si le Québec fait partie du Canada, il n'en est pas une région mais une nation dans un Canada uni, comme on nous l'a dit. Et s'il n'est pas dans le Canada, il n'en est pas une région non plus parce qu'il est ailleurs. C.Q.F.D.

3- Il est impossible de croire que le Québec quand il raconte quoi que ce soit. Re-vrai. Écoutez-le un peu, le Québec: égalité ou bedon indépendance, si ça marche pas on va se séparer, on veut être une région du Canada mais pas vraiment une région, une partie du Canada mais plus qu'une partie, et puis euh.

Concluons donc provisoirement de cette modeste démonstration qu'un Trudeau a toujours raison. Si vous ne saviez pas ça, vous êtes en retard dans les nouvelles.

jdion@ledevoir.com

ROBERT DUTRISAC

Québec — Mardi s'ouvre à Québec une session parlementaire inédite où un gouvernement minoritaire affrontera deux groupes d'opposition formant près des deux tiers de l'Assemblée nationale. Dans cette première confrontation, les trois partis chercheront à établir leur rapport de force dans un contexte où rien n'est joué. À voir Mario Dumont s'entêter à ne rien changer aux règles parlementaires, on sait déjà que l'Action démocratique du Québec entend jouer dur et que l'opposition officielle ne donnera pas sa place.

Avant même que la session ne s'amorce, une première partie de bras de fer a cours au sujet des règles parlementaires. À l'heure d'écrire ces lignes, on ne sait même pas si les commissions parlementaires pourront fonctionner. Le Parti québécois menace de bloquer la nomination des présidents et des vice-présidents des commissions, ce qui requiert l'unanimité de leurs membres députés.

Mario Dumont refuse de faire des changements à la pièce et renvoie le tout à l'adoption éventuelle de la réforme parlementaire dont les députés discutent depuis dix ans. Il se défend d'être rancunier, mais il n'a certes pas oublié le traitement que lui avait réservé en 2003 André Boisclair, alors leader parlementaire, sur la question du temps de parole lors des périodes de questions à l'Assemblée nationale. M. Dumont en parle d'ailleurs avec acrimonie dans son autobiographie intitulée *Avoir la force de ses convictions*.

Mais au-delà de cette vengeance dont il savoure tous les sucs, Mario Dumont n'est certainement pas sans voir dans la composition contraignante des commissions un moyen de désorganiser le gouvernement et d'épuiser la députation libérale.

Le leader parlementaire Jean-Marc Fournier, l'homme des situations inextricables chez les libéraux, pourrait-on dire, est bien embêté: il ne dispose pas de suffisamment de députés n'ayant pas de charges ministérielles ou autres pour assurer la majorité gouvernementale aux dix commissions permanentes lorsque quatre d'entre elles — c'est le cas lors de l'étude des crédits et à la session intensive — siègeront en même temps. Les libéraux sont même prêts à abandonner leur majorité à ces commissions pour revenir aux règles qui prévalaient avant 1998, selon lesquelles la composition des commissions doit refléter celle de la Chambre.

Mario Dumont entend jouer dur

Une session inédite

PQ, PLQ et ADQ tenteront d'établir leur rapport de force à l'Assemblée nationale



MATHIEU BÉLANGER REUTERS

Les trois chefs de parti croiseront le fer à l'Assemblée nationale à compter de mardi.

C'est d'ailleurs la règle à Ottawa. Mario Dumont avait oublié hier que cette règle avait été modifiée en 1998 afin, justement, de lui permettre de participer aux travaux des commissions. Parions toutefois que les élus parviendront à s'entendre in extremis afin d'éviter la paralysie du Parlement.

Des reculs

C'est à une série de reculs que Mario Dumont convie Jean Charest quand le premier ministre prononcera son discours inaugural, mercredi: recul sur la privatisation d'une partie du parc du Mont-Orford, recul sur les hausses des droits de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ), recul sur les conseils d'agglomération des grandes villes et, surtout, recul sur la baisse d'impôt de 950 millions, tirée du règlement du déséquilibre fiscal, qu'a promise Jean Charest en campagne électorale.

«Le juçon dépasse. Il demande des reculs pour, après ça, accuser le gouvernement de ne pas avoir respecté ses engagements», a fait observer Jean-Marc Fournier. C'est juste: dans tous les cas de figure, l'ADQ garde l'initiative.

Mercredi, Jean Charest livrera son discours inaugural qui mettra la table pour le budget, à déposer le 24 mai, selon les informations qui ont filtré. Dans ce discours, le premier ministre «en aura pour tout le monde», indique-t-on dans

son entourage, façon de tenir compte des résultats du 26 mars.

Encore cette semaine, Jean Charest a réitéré son intention de procéder à la baisse d'impôt promise. «Je n'ai rien vu depuis qui m'a fait changer d'idée», a-t-il dit. «On ne renoncera pas aux baisses d'impôt. On ne se reniera pas», insiste-t-on dans son entourage. Procéder à cette baisse d'impôt substantielle, c'est une façon pour

Jean Charest de se refaire une virginité, lui qui a passé pour un chef qui manquait à ses promesses.

L'affrontement apparaît inévitable. Tant l'ADQ que le PQ attendent le gouvernement au tournant. «Si, sur des enjeux où les deux partis d'opposition sont campés, le premier ministre s'en va tester l'élastique, vous imaginez dans quel genre de crise politique il placerait l'Assemblée nationale», a dit Mario Dumont hier. «Ce serait un délitement avec la détermination».

Au PQ, la dernière chose qu'on voudrait provoquer, c'est la chute du gouvernement. Peut-on imaginer qu'André Boisclair se retrouve en campagne électorale avec un parti désargenté et divisé au sujet de sa personne même? «On a d'énormes réserves [à propos des baisses d'impôt]. Et on ne vendra pas notre âme», assure le leader parlementaire Diane Lemieux.

Pour contrer un budget qu'ils

trouveraient inacceptable, les péquistes envisagent de présenter des amendements au budget ou un projet de loi le modifiant. C'est du jamais vu à Québec, mais c'est une tactique qui a été employée par les partis d'opposition à Ottawa. À cet égard, le Bloc québécois sera de bon conseil.

Option Canada

Mais avant le dépôt du budget, le gouvernement Charest devra faire face à la tempête politique que risque de déclencher la publication du rapport de la commission Grenier sur Option Canada. Mario Dumont se frotte déjà les mains en attendant que des têtes roulent dans l'entourage du premier ministre. Ce rapport pourrait devenir un fait marquant de la session, «peut-être même plus que le budget et les crédits», estime le chef adéquate. Le juge Grenier doit remettre son rapport le 15 mai au directeur général des élections (DGE), qui a promis de le rendre public dans les jours qui suivront. Gageons que le gouvernement voudra traverser cette mauvaise passe avant le dépôt du budget.

La session sera courte et intense, répète-t-on de part et d'autre. Si le budget est déposé le 24 mai, les débats sur le budget et sur les crédits s'étendront jusqu'au 15 juin environ, laissant peu de temps avant l'ajournement prévu au plus tard le 22 juin. En fait, à part un projet sur le transport des armes semi-automatiques, le gouvernement n'a rien annoncé sur le plan législatif. Il est à peu près assuré que peu de projets de loi, voire aucun, seront adoptés lors de la session. Si le gouvernement dépose des projets de loi, leur étude sera reportée à l'automne.

Dans la dernière édition du magazine *L'Actualité*, Mario Dumont affirme sans ambages: «Ceux qui me connaissent savent qu'instinctivement, je suis un gars de pouvoir. Il n'est pas dans ma nature d'être dans l'opposition.» De la part de quelqu'un qui a passé 13 ans dans l'opposition, cette déclaration a de quoi surprendre. Mais compte tenu de l'état d'esprit dans lequel se trouve le nouveau chef de l'opposition officielle, il est clair qu'à partir de maintenant, chaque session sera pour lui une des quelques marches qui le conduiront à son but ultime: devenir premier ministre du Québec. «Faire des compromissions, ce n'est pas dans nos plans», a-t-il dit hier. Jean Charest taxe Mario Dumont d'arrogance, mais sans doute s'agit-il chez le chef adéquate de l'expression d'une ambition désormais effrénée.

Le Devoir

UQAM

SUITE DE LA PAGE B 1

L'université a dû augmenter considérablement sa marge de crédit depuis deux ans, la faisant passer de 90 millions en 2004 à 275 millions actuellement. Elle voudrait encore la faire augmenter, à 348 millions cette fois, si toutefois le réseau UQ y consent.

Un autre pari s'est avéré hasardeux: celui de réaliser son ambitieux projet de l'îlot Voyageur en concluant une forme de partenariat public-privé. La firme Busac a elle-même emprunté 269 millions sur les marchés financiers pour la construction du pavillon universitaire, d'une tour à bureaux et de la gare d'autobus. Ce prêt est garanti par l'université. «Une drôle d'idée»,

au dire même de la vice-rectrice aux affaires administratives et financières, Monique Goyette.

Or les coûts de construction risquent d'être plus élevés que prévu et les revenus, moins importants. L'UQAM n'est plus certaine de vouloir aller de l'avant avec ces trois composantes du projet, par crainte de creuser davantage son déficit. Mais voilà, peut-elle se désister aussi simplement? «Ce seront des négociations difficiles», confiait jeudi M. Lallier.

Le professeur Christian Rouillard, qui a étudié plusieurs projets de PPP à travers le monde, s'étonne que l'UQAM se retrouve à assumer les coûts supplémentaires du projet, du moins selon les informations qui ont filtré à ce

jour sur l'entente, qui n'a pas été rendue publique. «Cela semble un contrat particulièrement mal négocié. C'est quand même étonnant, surtout quand on a un gouvernement qui mise énormément sur les PPP», constate M. Rouillard, soulignant que Québec aurait eu intérêt politique à veiller davantage au grain, d'autant qu'il a mis sur pied une agence à cette fin.

Cette aventure incite à une réflexion de fond sur les grands projets. Citant le cas de l'UQAM, le métro de Laval et les différentes versions du futur CHUM, Yves Boisvert se demande si les administrations publiques sont aussi rigoureuses que nécessaire dans leur façon de gérer les projets en amont. «Est-ce qu'on a la lucidité et

la volonté, avant de se lancer dans les grands projets, de s'assurer que les scénarios sont réalistes? Dans le milieu universitaire, le classique des classiques, c'est de se dire: 'De toute façon, le gouvernement va éponger les déficits s'il y en a.'», illustre-t-il.

Pour l'heure, la ministre de l'Éducation attend que l'université fasse le ménage dans sa propre cour. La direction aura fort à faire pour remettre le navire à flot, naviguant entre les syndicats, les étudiants, la firme privée Busac, ses financiers, le réseau UQ... Le tout en essayant de préserver sa mission essentielle: l'enseignement et la recherche.

Le Devoir



PRÉSIDENTIELLES 2007 PROGRAMMATION SPÉCIALE

TV5 WWW.TV5.CA

ÉLECTIONS 2e TOUR

DIMANCHE 13h10 EN DIRECT

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ, LE GUIDE DEVOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

LE DEVOIR

PERSPECTIVES

Les deux Turquie

L'affrontement entre laïcité et islam politique touche les plus hautes sphères du pouvoir

Nouveau chapitre dans l'affrontement entre laïcité et islam politique en Turquie. Et non le moindre. Cette fois-ci, la guerre touche très directement aux plus hautes sphères du pouvoir politique. Il y a une semaine, elle a déclenché une crise telle qu'elle a soulevé la crainte d'un autre coup d'État militaire. Dans l'espoir de crever l'abcès, le Parlement a convoqué à l'unanimité des élections législatives anticipées pour le 22 juillet.

GUY TAILLEFER

« La Turquie est à 99 % musulmane et, donc, je reflète les valeurs de nos citoyens. Les sénateurs américains font la même chose. L'armée finira par s'y habituer », disait Abdullah Gül en 1996. Un an plus tard, le gouvernement ouvertement islamiste de Necmettin Erbakan et son Parti du bien-être, dont faisaient partie M. Gül et l'actuel premier ministre Recep Tayyip Erdogan, étaient chassés du pouvoir par l'armée dans un coup d'État qui, à l'époque, fut qualifié de « postmoderne ».

L'armée ne s'y est pas habituée et ne s'y habitue toujours pas.

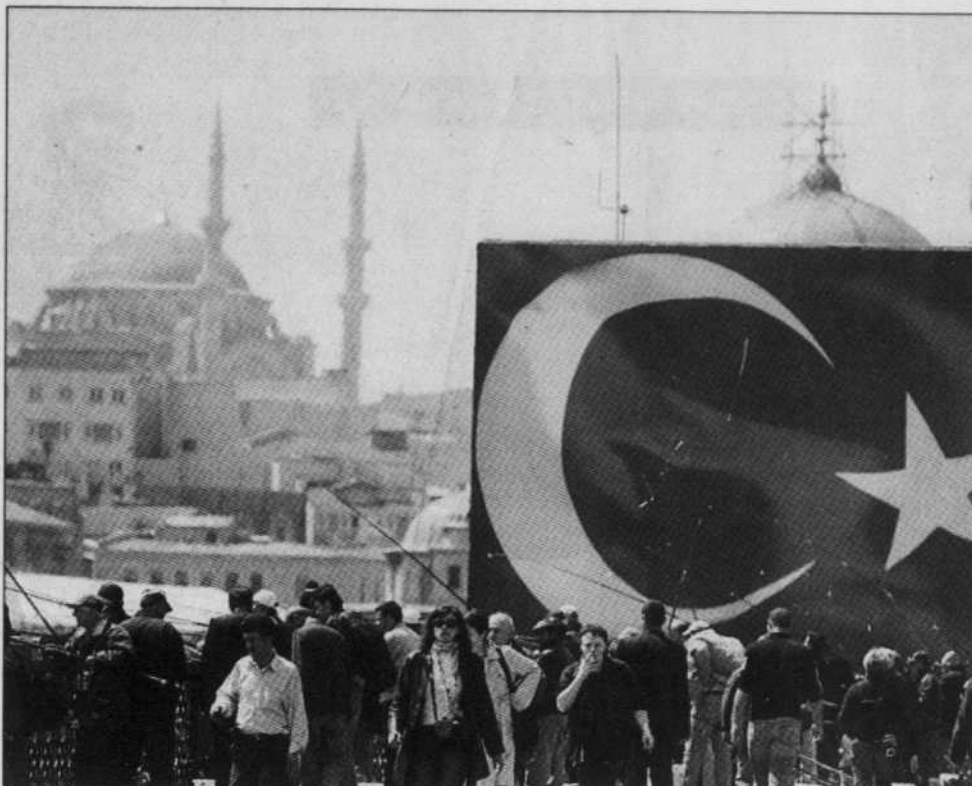
Dix ans plus tard, M. Gül, actuel ministre des Affaires étrangères au sein du gouvernement « islamiste modéré » du Parti de la justice et du développement (AKP), est au cœur de la crise qui a éclaté le vendredi 27 avril au Parlement autour de l'élection à la présidence de la république, l'institution beaucoup plus qu'honorifique qui, avec l'armée, constitue le grand garant du caractère laïque de l'État turc fondé en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk.

Catégoriquement opposée à l'élection à la présidence de M. Gül, seul candidat en lice, l'opposition laïque du Parti républicain du peuple a boycotté le vote, contestant la tenue du scrutin au prétexte que le Parlement n'avait pas le quorum des deux tiers des députés. L'invalidation du vote a été confirmée quelques jours plus tard dans une décision controversée rendue par la Cour constitutionnelle, dominée par les kémalistes.

La fracture

Cette crise est d'autant plus grave entre laïcs et islamisants qu'elle s'inscrit dans le laborieux cheminement de la Turquie vers son éventuelle et lointaine intégration à l'Union européenne. « Dans la foulée de ce 27 avril fatidique, la Turquie se fracture », écrit l'analyste Cengiz Çandar dans le *Turkish Daily News*. « Ce n'est plus une nation confiante, marchant vers l'intégration européenne. Il s'agit plutôt d'un pays profondément polarisé. »

C'est dire qu'au-delà du bras de fer qui se joue au Parlement, beaucoup d'analystes jugent que l'affrontement a atteint un point critique. L'État-major de l'armée y est allé d'un avertissement sévère contre l'AKP de M. Erdogan à la télévision et sur son site Internet, ce que certains ont qualifié de « coup d'État virtuel ». « Personne ne doit douter », ont prévenu les militaires, de la volonté de l'armée de faire son « devoir légal » pour protéger la laïcité de l'État. Et d'ajouter : « La mentalité islamique réactionnaire qui se déploie contre la république prend de l'ampleur. »



OSMAN ORSAL REUTERS

La société turque est maintenant profondément divisée.

L'armée aura voulu se faire conforter dans ses positions par l'immense manifestation anti-*AKP* qui a eu lieu dimanche dernier à Istanbul en présence de centaines de milliers de citoyens turcs des classes moyennes, dont l'opposition claire et nette à l'islamisation de la société ne fait pas pour autant d'eux, a-t-on noté, des tenants d'une intervention militaire. De fait, des milliers de jeunes, souvent des étudiants, a souligné la correspondante du journal *Le Monde*, étaient parmi les manifestants, mais avec leur propre slogan : « Ni charia, ni coups d'État, mais une Turquie démocratique. »

En riposte, M. Erdogan a rappelé en termes non moins fermes à l'État-major qu'il était tenu de se soumettre aux autorités élues. Par bravade et pour la forme, M. Gül a maintenu sa candidature à la présidence, qui fera l'objet demain, en conformité avec les règles parlementaires, d'un second vote que l'opposition boycottera de nouveau.

L'Union européenne

Tout cela montre bien dans quel labyrinthe se trouve la société turque, comme, du reste, l'UE. Les Européens ont condamné l'entrée en scène de l'armée, ce qui les place dans l'étrange position d'avoir à dénoncer une institution qui défend la laïcité contre un gouvernement qui, tout en ayant réalisé certaines réformes démocratiques pro-européennes depuis son arrivée au pouvoir, en 2002, a aussi fait des tentatives, emmenées par son aile dure, d'islamisation de la société, tentant notamment de libéraliser le port du voile dans les institutions publiques.

L'Europe ne veut ni des baraquements, ni des Églises, ni des mosquées. En entrevue cet-

te semaine à la télévision d'État TRT, M. Gül a renvoyé l'armée à ses contradictions en mettant en exergue la modération de l'AKP : « Ceux qui bénéficieraient vraiment de l'UE seraient les laïcs qui remplissaient [dimanche] les places à Tandogan et Çaglayan... Une Turquie dirigée par l'islam politique ou par des fondamentalistes ne pourrait pas se joindre à l'Europe. »

Difficile, par ailleurs, de croire que M. Erdogan n'ait pas, devant une armée aussi chatouilleuse, prévu qu'en tentant d'imposer son candidat à la présidence, il s'exposerait à pareille crise. Guère une semaine ou un mois ne passe en Turquie sans qu'une déclaration ou un affrontement entre mouvance islamique et défenseurs de la laïcité fasse la manchette des journaux nationaux.

Dans l'impasse, le Parlement turc a convenu à l'unanimité, jeudi, de déclencher des législatives anticipées pour le 22 juillet. En parallèle, l'AKP a déposé un projet d'amendement constitutionnel qui ferait en sorte que le président turc soit élu non pas par le Parlement mais au suffrage universel.

Que faut-il attendre des élections générales? Le premier ministre Erdogan demeure populaire et, sous sa gouverne, le pays a connu la croissance économique. À vue de nez, l'AKP est en bonne position pour conserver sa majorité.

Il est peu plausible que les élections résolvent la crise, remarquent hier Yusuf Kanli dans le *Turkish Daily News*, appréciant en même temps que la Turquie « se mette enfin à discuter d'un de ses problèmes les plus fondamentaux : la place de la religion dans le pays. »

Le Devoir
Avec Le Monde et The Christian
Science Monitor



Michel David

Le carré de sable

Il a suffi d'un petit mois après la percée fulgurante de l'ADQ pour faire naître chez les deux autres partis représentés à l'Assemblée nationale une furieuse envie de doter le Québec d'une constitution.

Cela donne la mesure de la recomposition du paysage politique québécois depuis le 26 mars. Après avoir été l'instigateur du « partenariat », Mario Dumont avait été complètement marginalisé après le référendum de 1995. Aujourd'hui, c'est lui qui redéfinit le cadre du débat sur la question nationale.

Le député péquiste de Mercier, Daniel Turp, avait été mortifié de voir André Boisclair ranger sur les tablettes le projet de constitution initiale d'un Québec souverain sur lequel il planchait depuis des années et que prévoyait le programme adopté au congrès péquiste de juin 2005.

Il lui a fallu à peine trois semaines pour rédiger un projet de constitution d'un Québec faisant toujours partie de la fédération canadienne. Le virage est pour le moins abrupt, mais il n'est jamais trop tôt « pour affirmer notre identité et nos valeurs », n'est-ce pas? Bien entendu, sa démarche n'a pas fait l'unanimité parmi ses collègues, mais le PQ devra bien prendre acte de la nouvelle réalité d'une manière ou d'une autre.

L'intéressé nouveau du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoit Pelletier, est tout aussi révélateur. M. Pelletier, qui n'avait encore jamais trouvé le projet aussi « porteur ». Cette fois, ça y est : « Le Québec est mûr » pour une constitution.

Le PLQ y aura mis le temps. Le rapport Gérin-Lajoie, adopté par la Fédération libérale du Québec en octobre 1967, en faisait déjà la proposition. « On peut difficilement mettre en doute la nécessité de réunir dans un document strictement québécois les règles fondamentales devant régir l'organisation et le fonctionnement de l'État du Québec », pouvait-on y lire. « Petit à petit, le ruisseau perce le rocher », se plaisait à répéter Claude Ryan. Sauf que c'est long.

En toute justice pour M. Pelletier, son rapport de 2001 évoquait implicitement la possibilité de rédiger une constitution. « Il pourrait être opportun qu'un prochain gouvernement libéral procède à une mise à jour ou à une consolidation des principes tirés ou inspirés de certains documents constitutionnels, législatifs et jurisprudentiels jugés fondamentaux pour la société québécoise. »

Cette « consolidation des valeurs québécoises » devrait faire l'objet d'une commission parlementaire où la société civile pourrait se faire entendre, précisait le rapport. On n'utilisait pas le mot « constitution », mais le PLQ a généralement peur des mots. De toute manière, le projet est demeuré lettre morte. M. Pelletier se plaint aujourd'hui que Mario Dumont lui ait volé son concept d'autonomie, mais à qui la faute si rien n'a été fait pour la concrétiser?

Maintenant que l'ADQ n'est plus une quantité négligeable, on comprend très bien que le gouvernement Charest ne peut pas se permettre de lui abandonner le terrain de l'affirmation sans séparation, mais M. Pelletier a été très clair sur un point : cela devra se faire sans heurter Ottawa.

Selon lui, le projet présenté par Daniel Turp est inacceptable parce qu'il suppose le rapatriement de certains pouvoirs, donc une rouverture de la Constitution canadienne. « C'est une démarche qui est viciée à la base parce qu'elle repose sur une réforme du fédéralisme canadien », a-t-il expliqué dans une entrevue au *Soleil*.

On peut se demander dans quelle mesure M. Pelletier était bien conscient de la portée de ce qu'il disait. Il est inacceptable de tabler sur une possibilité de réforme du fédéralisme! Autrement dit, tout est permis à la condition de ne rien changer. Voilà un remarquable résumé de la politique constitutionnelle du PLQ depuis les échecs de Meech et de Charlottetown.

Remarque, on ne sait pas encore à quelle hauteur Mario Dumont va placer la barre. La plate-forme électorale de l'ADQ parlait simplement d'une démarche visant à « affirmer notre identité et nos valeurs dans une démarche non partisane ». M. Pelletier n'aurait pas dit autrement.

Le projet de constitution adopté par le conseil général de l'ADQ en 2001 allait cependant beaucoup plus loin, reprenant intégralement les recommandations du rapport Allaire, qui ne laissait au gouvernement fédéral que cinq domaines de compétence exclusive : la défense, les douanes, la gestion de la dette commune, la monnaie et la pérennité.

Au congrès de Drummondville, en septembre 2004, il était encore question de « récupérer tous les leviers politiques, économiques, culturels et sociaux » nécessaires à l'épanouissement des Québécois. « Cette vision est en cela fidèle à la recherche d'autonomie qui est au cœur du rapport Allaire », pouvait-on lire dans les documents remis aux congressistes.

Où en est aujourd'hui la réflexion parfois sinieuse de Mario Dumont qui, en 2002, avait carrément chassé la question constitutionnelle de son écran radar? Les propos que le nouveau leader parlementaire de l'ADQ, Sébastien Proulx, a tenus à sa collègue Kathleen Lévesque donnent clairement à penser que la perspective du pouvoir l'incitera à réduire ses demandes d'antan. Certes, le rapport Allaire est redevenu une source d'inspiration, mais de plus en plus lointaine.

« Le rapport Allaire, c'est d'où on vient. Mais aujourd'hui, le Québec a changé. Le Canada aussi. Il y a des pans de notre activité qu'on contrôle complètement. Il y a plein de choses qu'on peut faire à l'intérieur de la Constitution canadienne », estime M. Proulx. Quels sont les secteurs dont la nouvelle ADQ renoncera à réclamer l'exclusivité? La langue? La culture? Les communications? La santé?

Les résultats du 26 mars ont permis à M. Dumont de déterminer sur quel terrain va se jouer la partie au cours des prochaines années, mais il reste à en déterminer les limites. Une démarche comme celle de Daniel Turp vise manifestement à l'empêcher de le réduire à un simple carré de sable. Le chef de l'ADQ ne devrait cependant pas trop s'en faire : après avoir liquidé André Boisclair, le PQ préférera sans doute continuer à jouer tout seul dans son coin.

mdavid@ledevoir.com

Représentante d'une région contrôlée par les talibans

Le quotidien d'une députée qui vit cachée

Dans le sud du pays, les Afghanes sont obligées de raser les murs

JEAN-PIERRE PERRIN

Kaboul et Kandahar — Lorsque Nassima Niazi se rend à Lashkar Gah, la capitale provinciale du Helmand (sud de l'Afghanistan), elle quitte son léger voile en tulle, qui ne cache guère sa chevelure, pour un épais tchadri (le voile afghan qui recouvre le corps et le visage), prend un premier bus de Kaboul à Kandahar et un second jusqu'à la petite ville. Son portable, elle le laisse à Kaboul et, lorsqu'il sonne, la personne de confiance qui répond fait croire que la jeune femme est toujours dans la capitale. Si Nassima Niazi se cache ainsi pour se rendre — « deux fois par mois », précise-t-elle — à Lashkar Gah, au cœur d'une région sous l'emprise des talibans, c'est parce qu'elle en est l'une des parlementaires.

Elle se doit donc d'y être présente, même si elle reconnaît qu'il ne lui est pas possible d'être efficace dans de telles conditions. Une fois dans la ville, contrôlée par les forces britanniques et où elle se sent « comme dans une prison », elle s'inquiète d'être suivie, ce qui l'incite à changer régulièrement de tchadri. Sachant qu'elle serait exécutée par les talibans si elle était découverte, se décrit-elle comme courageuse, voire téméraire? « Non, je suis obligée d'agir ainsi. Et un proverbe afghan dit que l'on ne peut pas se prétendre vaillant si l'on est obligé de l'être. » « Hier, ajoute-t-elle, mon beau-père est mort, mais il m'a été impossible d'aller à son enterrement. Je n'avais aucun moyen de m'y rendre rapidement. » Pas moyen non plus de compter sur les forces de l'ISAF (la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN). « Elles ont les moyens de m'aider à me rendre à Lashkar Gah, mais elles ne veulent rien faire pour un simple député. Et l'ambassade britannique refuse aussi de m'aider », poursuit-elle.

«Pire pour les jeunes»

Nassima Niazi reconnaît que la peur dans le Helmand est désormais générale. Elle y a accompagné il y a quelques semaines le président afghan, Hamid Karzai. À l'aéroport, toutes les femmes professeurs venues l'accueillir avaient revêtu un tchadri pour ne pas être reconnues. « Elles craignaient d'être ensui-

tuées. C'est pour cela que la présidente de l'Association des femmes ne s'est pas déplacée, indique-t-elle. La situation est encore pire pour les jeunes générations. Pour toute la province, deux garçons seulement ont pu s'inscrire à l'université de Kandahar, et pas une seule fille. » Après la chute des talibans, fin 2001, le gouvernement afghan avait fait de l'éducation des filles l'une de ses priorités. Aujourd'hui, dans quatre provinces du Sud (Kandahar, Helmand, Zaboul, Oruzgan), les écoles pour filles, où les talibans sont les plus actifs, sont souvent brûlées, leurs instituteurs risquent d'être assassinés et les parents d'écolières sont menacés de mort. Selon la presse afghane, sur les 224 écoles qui se sont ouvertes à partir de 2002 dans le Helmand, au moins 90 d'entre elles ont dû fermer ou ont été détruites. Seules les écolières de la capitale provinciale Lashkar Gah peuvent encore aller en classe sans danger et celles demeurant dans un district qui échappe encore aux talibans.

Officiellement, deux districts seulement des quatre provinces du sud sont entre les mains des talibans, l'un dans le Helmand, l'autre dans celle de Zaboul. En réalité, la plupart des districts sont contrôlés par les talibans, à l'exception des chefs-lieux tenus par les forces gouvernementales, le plus souvent des policiers. Ce sont d'ailleurs ces derniers qui payent le prix le plus lourd, à tel point que le ministère afghan de l'Intérieur se refuse à publier les chiffres de leurs pertes pour ne pas freiner le recrutement. Mais, selon un conseiller de ce ministère, plus d'un millier de policiers ont trouvé la mort en un an, la plupart dans le sud et le sud-est du pays. « Les talibans sont implantés désormais dans chaque district du sud de l'Afghanistan », résume Mohammed Issa, l'ancien procureur général de Kandahar et de quatre autres provinces, qui a démissionné pour protester contre la corruption généralisée « dans tous les secteurs de l'administration, y compris la justice ». « Ils profitent du fait que 80 % de la population ne soutient plus personne.

Il n'y a que 10 % des gens du côté des talibans, mais ils n'appuient pas davantage le gouvernement. Car celui-ci n'a nommé que des sales types, ce qui fait que tous les bons sont aujourd'hui à la maison », ajoute-t-il.

« Oui, nuance Taymour Shah, journaliste à Kandahar et cofondateur de la Société civile des jeunes Afghans, mais les talibans ne permettent pas à la population de rester neutre. Et puis, ils lui disent : « C'est mieux d'avoir les talibans que les soldats britanniques qui tuent vos enfants ou détruisent vos maisons et ce gouvernement qui n'est pas honnête. »

Grande bataille

« Chaque jour, la situation se dégrade davantage », renchérit Nassima Niazi, qui blâme à la fois le gouvernement Karzai et l'ISAF. Karzai, pour la corruption et le népotisme de l'administration qu'il a mise en place, « ce qui fait que les populations ne croient plus en l'État ». L'ISAF, pour sa méconnaissance du pays et de ses traditions, ce qui donne du grain à moudre aux talibans. Un exemple? « Le fait que des soldats occidentaux viennent dans les villages fouiller maison après maison, une pratique totalement contraire aux us et coutumes afghans. »

Taymour Shah est aussi sévère envers les forces de l'OTAN : « Il n'y a aucune coordination entre elles. Dans l'Oruzgan, nous avons les forces néerlandaises qui ne veulent pas se battre contre les talibans. Dans le Helmand, les Britanniques, eux, sont encore plus lâches : ils cherchent à s'entendre avec eux. Seuls les Canadiens, dans la province de Kandahar, sont vraiment agressifs. » Les insurgés viennent d'annoncer une nouvelle offensive, appelée Ghazwul Badr, nom d'une bataille victorieuse menée par Mahomet il y a 1400 ans, qui atteindrait cette fois le nord du pays. Mais celle-ci, si elle délaisse le terrain de la guérilla, risque de s'avérer très coûteuse en hommes et in fine désastreuse pour les talibans.

Libération

ÉDITORIAL

L'avenir d'André Boisclair

Boisclair

La campagne pour obtenir la démission d'André Boisclair de la direction du Parti québécois est bien enclenchée. De source qu'elle était il y a encore quelques jours, elle se déroule maintenant sur la place publique. Certains réclament la tenue d'un vote de confiance rapide; d'autres, tout simplement son départ. La situation, si elle n'est pas clarifiée rapidement, entraînera ce parti dans un débat destructeur.

Le Parti québécois n'est pas comme les autres partis. On exagère à peine en disant que ce sont les militants qui dirigent, le chef n'étant à leurs yeux que leur porte-parole. Celui-ci ne peut, sans risque d'être blâmé, s'éloigner de l'orthodoxie partisane. Par contre, on attend qu'il ouvre la porte du paradis de la souveraineté. André Boisclair ayant été incapable de répondre à leurs attentes, il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui nombre de militants souhaitent le voir partir.

La performance électorale du chef péquiste a été, il est vrai, décevante. On peut de fait parler d'échec puisque le Parti québécois a même perdu son titre d'opposition officielle à l'Assemblée nationale. Les 28,4 % de suffrages recueillis le ramènent presque à son point de départ de 1970, alors qu'il avait recueilli 24 % des voix. Le recul est majeur.

La responsabilité de cet échec revient en premier à M. Boisclair. Certes, il s'est montré combatif durant cette campagne électorale, mais son style personnel et son absence de charisme rendent la communication avec les électeurs difficile. À l'intérieur même du parti, il n'a pas non plus été ce chef rassembleur, capable de mobiliser ses troupes. Il a plutôt heurté nombre de militants en voulant faire un «nouveau Parti québécois», qui s'est révélé n'être qu'un simple maquillage, comme l'a illustré la rénovation graphique du logo du parti.

André Boisclair n'est toutefois pas le seul responsable de cet échec électoral. Les militants ont aussi leur part de responsabilité. Ce sont eux qui ont fait en sorte qu'une partie de la campagne électorale porte sur la démarche vers la souveraineté adoptée au congrès de juin 2005. Ce discours était en porte-à-faux eu égard aux attentes des électeurs. Et il faut bien le souligner, nombreux sont aussi les militants qui n'ont pas voulu donner à leur chef la chance au courage qu'il méritait, refusant de mettre la main, qui à la pâte, qui à son portefeuille.

Devant un tel échec, André Boisclair doit-il quitter la direction du Parti québécois, comme le souhaite par exemple un Denis Lazure qui a lancé un appel en ce sens dans nos pages cette semaine? Chose certaine, le leader péquiste doit regarder la réalité froidement et se demander s'il a la capacité de rallier son parti et de le conduire dans le processus de réflexion sur le programme qu'il a proposé d'engager.

Pugnace, André Boisclair nous a montré qu'il peut l'être. Il peut avoir le goût d'affronter les militants pour les forcer à changer, mais il est difficile d'imaginer qu'il puisse être au Parti québécois ce que Tony Blair a été au Parti travailliste en Grande-Bretagne. Son leadership est trop affaibli pour qu'il puisse exercer une autorité morale sur les militants. Mieux vaudrait qu'il laisse la place à quelqu'un d'autre. Un nouveau chef élu après avoir défendu sa vision de l'avenir du Parti québécois aurait cette autorité.

L'actuel chef péquiste peut croire qu'il demeure l'homme de la situation ou qu'il a droit à une seconde chance. Il est des analyses que lui seul peut faire à cet égard. Si c'est la conclusion à laquelle il devait arriver, il lui faudrait alors se soumettre à un vote de confiance auprès de ses militants. Cela devrait se faire sans tarder, au plus tard au début de l'année prochaine. Des élections générales pouvant survenir à n'importe quel moment dans le contexte d'un gouvernement minoritaire, le Parti québécois est tenu d'agir dans une certaine urgence. Le contraire pourrait lui être fatal.

Ça discute!

L'administration Bush commet aujourd'hui le geste qu'elle se refusait de faire hier: prendre langue avec le diable. En marge d'un sommet consacré à l'avenir de l'Irak, la secrétaire d'État Condoleezza Rice a échangé des mots avec le chef de la diplomatie iranienne avant de s'entretenir plus longuement avec son homologue syrien.

Ce changement d'inflexion a ceci de spectaculaire qu'il indique qu'après s'être obstiné à défendre la politique de la chaise vide, Bush vient enfin d'adopter une des conclusions fondamentales de l'Iraq Study Group (ISG): avoir recours à la diplomatie et pas uniquement à la force. Fait à noter, il est plus que probable que dans la modification apportée, l'actuel patron du Pentagone, Robert Gates, a imprimé son influence.

On se rappellera en effet que ce dernier était membre de l'ISG codirigé par James Baker, secrétaire d'État de Bush père, et Lee Hamilton, représentant démocrate. Au retour d'une tournée à Bagdad, Gates n'avait pas eu la critique timide. Bien au contraire. Toujours est-il qu'au cours des dernières semaines, il a milité pour que l'augmentation du nombre de soldats américains en Irak s'accompagne d'une offensive diplomatique. Détail non négligeable, Gates fut conseiller pour les affaires de sécurité intérieure de... Bush père avant que celui-ci ne le nomme patron de la CIA en 1991.

Cela étant, cette modification qu'on ne peut pas encore qualifier de métamorphose est également attribuable au lobbying incessant qu'ont mené depuis quelques mois les chefs de file des nations arabes et sunnites, soit les Égyptiens et les Saoudiens. Très inquiets de la montée en puissance de l'Irak, auquel on prête l'intention de former un croissant chiite allant de Téhéran au littoral libanais, les leaders égyptiens et surtout saoudiens s'employaient depuis juin dernier à détacher la Syrie de l'Irak, c'est-à-dire à réduire l'emprise qu'avait le régime des ayatollahs sur leurs cousins alaouites, d'un point de vue religieux s'entend, qui dirigent depuis des lunes un pays où les sunnites sont très majoritaires.

En favorisant un rapprochement entre les États-Unis et la Syrie, dont la discussion entre Rice et le ministre syrien symbolise l'amorce, Le Caire et Riyad ont un objectif qui... comment dire?, est davantage palestinien qu'irakien. Conscients que la Syrie n'acceptera jamais qu'un accord soit conclu entre Israéliens et Palestiniens sans être invitée aux pourparlers, Égyptiens et Saoudiens poussent leur pion avec d'autant plus de volonté qu'ils ont multiplié les initiatives sur le front israélo-palestinien.

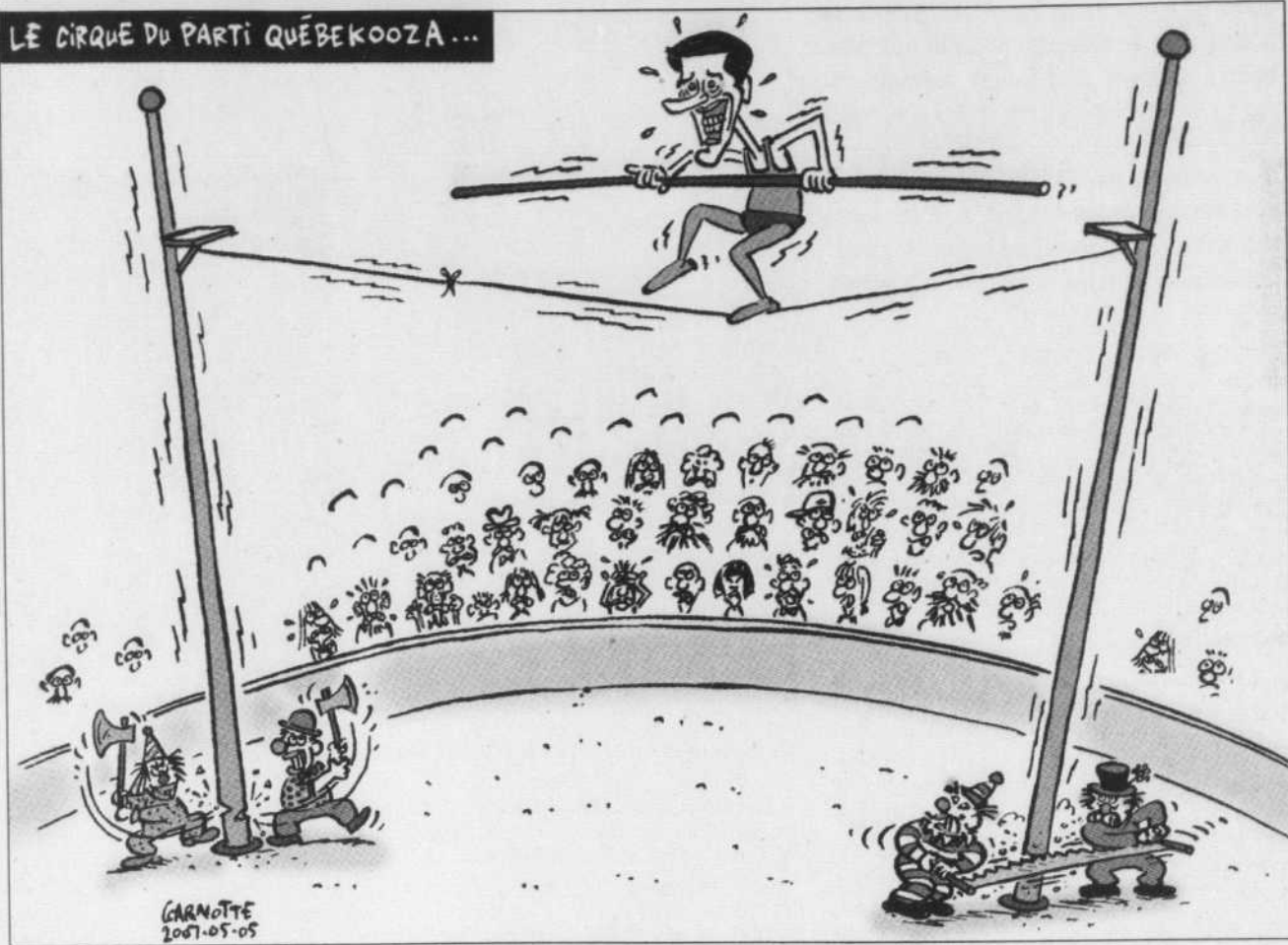
Signe d'un temps changeant, selon des témoins de la discussion entre les chefs de la diplomatie américaine et syrienne, le dossier Hariri, du nom de l'ex-premier ministre libanais assassiné, n'a jamais été abordé. Or, à cet égard, il faut souligner que Washington s'est fait le parrain, au sein de l'ONU, d'une résolution prévoyant la traduction devant un tribunal mixte international, moitié libanais des responsables de la mort d'Hariri.

L'Irak? Rice a demandé au Syrien de mettre un terme au transport par son pays des sunnites qui vont combattre contre les chiites. En fait, s'il n'y a rien de neuf de ce côté, c'est que les uns et les autres en sont encore à l'étape des balbutiements.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Fausse citation

Dans *Le Devoir* du 3 mai, John Parisella cite à tort Jacques Parizeau sur «les votes ethniques et l'argent». Parisella utilise même des guillemets pour cette citation pourtant fautive, malhonnête et répugnante. J'en ai assez que, 12 ans après une «malheureuse» déclaration, on continue à la déformer pour salir Parizeau (et les souverainistes par ricochet).

Dans la même veine de salissages, Radio-Canada repasse régulièrement ce clip où Parizeau dit en fait ceci: «C'est vrai qu'on a été battus, au fond, par quoi? Par l'argent pis des votes ethniques, essentiellement.»

Ce que Parizeau a réellement dit («DES votes ethniques»), ça signifie «une partie du vote ethnique». Affirmer que «les journalistes sont idiots», ça voudrait dire qu'ils sont TOUS idiots, alors que «DES journalistes sont idiots», ça veut dire UNE PARTIE des journalistes. Il y a là davantage qu'une nuance de sens.

Parizeau faisait surtout référence aux quelque 40 000 immigrants naturalisés en vitesse à la veille du référendum de 1995 pour qu'ils votent NON. Et «l'argent», c'étaient les sommes colossales dépensées illégalement par Ottawa.

Les propos de Parizeau étaient indignes d'un PM. Mais les amplifier, comme le fait malhonnêtement John Parisella, ça ne sert en rien la démocratie. C'est démagogique, mensonger et ça sert seulement à salir Parizeau et les souverainistes.

Je ne défends pas Parizeau, je le déteste pour ne s'être jamais excusé. Dans le fond, lui-même marié à une Polonaise (feu Alicja Poznaska), il n'a jamais rien eu contre les «eth-

nies». Mais je peux comprendre sa colère face à la haine anti-«séparatiste» que chroniqueurs ou politiciens fédéralistes alimentent encore aujourd'hui, surtout auprès des «ethnies», utilisées à de viles fins politiques.

Il faut dire que les libéraux, Parisella et cie, ont toujours été habiles à diviser pour régner. Ils vont sans doute continuer à semer leur haine anti-«séparatiste». Tiens, pour lui faire goûter à sa propre médecine, je vais citer à tort M. Parisella: «Le PLQ est le parti de la division et de l'exclusion.»

Lise Lalonde
Shawinigan, le 3 mai 2007

De quoi je me mêle?

Ce n'est pas sans un peu de surprise que j'ai constaté qu'un haut gradé canadien s'est encore laissé prendre au plus vieux piège qui soit pour un militaire, soit la tentation de s'immiscer dans un débat politique.

Nous le savons maintenant, avec l'affaire O'Connor, que les militaires font de piètres politiciens une fois leur première carrière terminée. Merci au général Hillier de nous rappeler que cette constatation s'applique aussi durant leur service. Parlant de service, M. le commandant en chef, pourrions-nous vous rappeler que vous l'êtes au nôtre, et non à celui de vos maîtres à penser politiques?

Si la société civile, une majorité de partis à la Chambre des communes ainsi que plusieurs provinces jugent bon de remettre en question la mission en Afghanistan, surtout à la lumière des dernières révélations de complaisance face à la torture, vous n'avez rien à y redire. Vous pouvez le pen-

ser, mais le dire tout haut nous laisse songer que vous avez des ambitions. La mainmise des militaires sur le gouvernement civil sied peut-être à nos voisins du Sud, mais ici, c'est loin d'être une tradition. Et si vous êtes vraiment le responsable qui a cru que le fragile gouvernement afghan pouvait réellement offrir des garanties suffisantes quant au traitement des prisonniers qui lui seraient remis, vous montrez le même jugement que vos collègues américains qui ont avalé le coup des armes de destruction massive en Irak.

André Dorion
Gatineau, le 3 mai 2007

Quatre ministres libérales amoureuses de l'ADQ

On apprend que quatre ministres influentes du gouvernement Charest ont sommé mercredi Mario Dumont de faire taire son ex-candidat Jean-François Plante et de l'expulser de l'exécutif de l'Action démocratique du Québec (ADQ). C'est généreux de leur part de vouloir ainsi protéger M. Dumont et l'ADQ afin de conserver ce parti à l'abri des reproches de misogynie lors de prochaines élections.

Ça donne raison à M. Charest, lui aussi plein de bons conseils pour M. Dumont depuis les dernières élections, de les avoir nommées ministres. Elles ne sont pas seulement au service des Québécois en général, mais aussi de l'ADQ. C'est du grand désintéressement politique, ça, mesdames.

Gilles Bousquet
Saint-Hyacinthe, le 2 mai 2007

REVUE DE PRESSE

Mise en échec

suffisants». Le *Ottawa Citizen* pense que «les députés devraient prendre leur travail assez au sérieux pour cesser de faire perdre leur temps à tout le monde alors qu'ils ne cherchent qu'à marquer des points facilement.»

Don Martin, du *Calgary Herald*, ne cache pas son mépris pour le Comité des langues officielles qui, selon lui, se cherche à la fois du travail et de la publicité. «Une chose est sûre, le dernier mot ne doit pas revenir à un comité qui fait preuve d'un zèle missionnaire pour répondre à des questions comme de savoir si Air Canada offre assez de français avec ses bretzels.»

Le front afghan

Le traitement des prisonniers remis par les soldats canadiens aux autorités afghanes n'a pas pour autant disparu des manchettes. Au contraire. La performance du gouvernement Harper a continué à ulcérer et à scandaliser, plusieurs notant qu'Ottawa n'avait pas tiré les leçons de l'affaire Arar et des dangers qu'il y a à jouer les aveugles. «Répondez seulement à la question», demande le *Telegram's*, de St. John's, au gouvernement Harper. «Le Canada est-il d'accord pour remettre des prisonniers à des gouvernements étrangers pour qu'ils soient torturés?» Lyn Cockburn, de SunMedia, souligne la responsabilité des libéraux dans l'affaire Arar mais rappelle aux conservateurs que ce sont eux qui sont maintenant au pouvoir. «Il est temps d'arrêter ce petit jeu qui consiste à blâmer les autres», écrit-elle, avant d'exiger du gouvernement qu'il dise toute la vérité.

Cette controverse a eu un effet corrosif sur la confiance de bien des Canadiens à l'égard du gouvernement Harper. La réaction initiale du *Globe and Mail* et du *Toronto Star* à la dernière entente intervenue jeudi avec le gouvernement afghan en offrait une preuve éloquente hier.

Le *Globe* juge l'accord excellent puisqu'il va au-delà de celui conclu par les Pays-Bas, mais le quotidien se demande si ce dernier texte «vaut le papier sur lequel il est écrit». Les mensonges anté-

rieurs du ministre de la Défense, Gordon O'Connor, ont semé le doute, tout comme l'attitude passée des autorités afghanes. Conscient des limites qu'impose la situation dans ce pays, le *Globe* ne se satisfait plus d'une entente améliorée. Il est maintenant persuadé qu'il faut adopter la solution préconisée par Amnesty International, à savoir la construction par l'OTAN d'un centre de détention géré par les Afghans mais supervisé par ses alliés, qui servirait de modèle pour un système correctionnel en construction. «Le but ultime de la mission en Afghanistan a toujours été la reconstruction de cette nation.»

Le *Star*, de son côté, parle d'une entente improvisée et de dernière minute. Le quotidien déplore qu'il ait fallu une tempête parlementaire, une poursuite d'Amnesty International et une baisse dans les sondages pour faire bouger les conservateurs. Et le simple fait d'avoir négocié un nouvel accord démontre que leurs assurances étaient fausses. Le *Star* ne s'étonne pas de la baisse de popularité des conservateurs puisqu'ils «ont géré négligemment le plus important engagement international du Canada». «Mieux vaut tard que jamais, mais [cette entente] arrive déraisonnablement tard, conclut le *Star*. Les conservateurs ont fait honte aux Canadiens et miné leur propre crédibilité avec leur minable performance. Leur façon cavalière de faire peu de cas des droits humains va à l'encontre de la tradition canadienne de promouvoir ces mêmes droits. Cette débâcle afghane représente un sombre chapitre dans l'histoire du Parti conservateur, mais un chapitre instructif.»

Le cafouillis conservateur dans les dossiers afghan et environnemental a eu pour effet de concentrer l'attention des Canadiens sur ces enjeux, constate James Travers, du *Toronto Star*. Il ne sera plus possible de faire campagne sur cinq priorités simples. L'approche du gouvernement guidera maintenant «le jugement des Canadiens sur les conservateurs et celui du monde, sur le Canada.»

mcornellier@ledevoir.com



Bernard Descôteaux



Serge Truffaut

IDÉES

Duel Royal-Sarkozy: 23 885 mots pour convaincre

DENIS MONIÈRE
Université de Montréal

Le débat opposant Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy a été à la fois dense dans son contenu et particulièrement pugnace dans les interactions discursives. Notre intention n'est pas de déterminer qui a gagné le débat, car ce type d'évaluation dépend largement du biais partisan qui filtre et interprète les prestations des protagonistes. Nous nous proposons plutôt d'analyser les performances discursives des deux candidats pour mieux cerner certains traits de leur stratégie de communication respective.

Le débat fut relativement équilibré dans la répartition de la parole puisque Nicolas Sarkozy a prononcé 12 355 mots comparativement à 11 530 prononcés par Ségolène Royal, le discours du premier étant légèrement plus répétitif, employant un nouveau mot à tous les 5,8 mots comparativement à 5,6 pour Ségolène Royal.

Une forte personnalisation des discours

Le choix des pronoms autoréférentiels est révélateur de la perception qu'a le locuteur de lui-même ou de la façon dont il se positionne dans le rapport politique. Avec le «je», le locuteur se situe au centre de son discours alors que l'emploi du nous l'incorpore à un tout qui le dépasse. Dans le cadre d'une élection présidentielle où l'électeur choisit une personne, les deux candidats ont fortement privilégié la référence au «je» plutôt que la référence au «nous».

À cet égard, Royal semble avoir voulu combler un déficit de crédibilité et affirmer son autorité personnelle en employant plus de «je» que son adversaire: 302 contre 277. Le choix des verbes qui accompagnent le «je» montre que Royal a fait étalage de ses convictions en privilégiant les verbes vouloir, penser et croire.

Le pronom personnel de la première personne du pluriel n'est employé que 51 fois par Royal et 56 fois par Sarkozy. Lorsqu'on procède à la désambiguïté du pronom «nous» — qui peut signifier nous les candidats, nous la France, nous le gouvernement, nous de majesté —, on observe des différences importantes puisque Sarkozy utilise le «nous» surtout pour désigner les deux candidats (24 fois) ainsi que la France (20 fois) et très peu le «nous» désignant la personne qui parle comprise dans le collectif, alors que Royal privilégie ce sens (22 fois), les autres occurrences désignant principalement la France, cet appel au collectif étant plus conforme à l'esprit de la gauche.

Les clientèles cibles

Le débat télévisé est l'occasion de rejoindre un électeur très diversifié sociologiquement et qui ne s'expose pas facilement aux discours politiques. Les candidats peuvent donc construire leur argumentation pour aller chercher le soutien de clientèles particulières. Cette stratégie a été plus utilisée par Ségolène Royal, qui s'est adressée spécifiquement aux femmes, aux jeunes, aux partenaires sociaux, en particulier les syndicats et les petites entreprises, et même aux chercheurs. Nicolas Sarkozy s'est surtout adressé aux Français en général (les Français 17 fois).

On peut utiliser plusieurs indicateurs pour évaluer le niveau de pugnacité des candidats comme le nombre de questions (?), le nombre de références nominales à l'adversaire, le nombre de pronoms «vous» qui indiquent qu'un candidat adresse son argumentation à l'autre dans une situation d'interlocution comme celle d'un débat. Ainsi, Mme Royal a posé 46 questions, contre 87 pour son adversaire Sarkozy. Celui-ci a mentionné 31 fois le nom de madame, tandis que madame n'a prononcé que quatre fois le nom de monsieur. Usage du «vous» récolte plus de points chez le candidat Sarkozy que chez la candidate Royal: 173 contre 137.

Contrairement à la perception répandue par les médias, ces indicateurs de comportements verbaux montrent que la palme de l'agressivité revient à Sarkozy, qui a tenté de discréditer les compétences de son adversaire en l'interrogeant sur son programme économique et sur son plan de redressement du régime de retraite.

Nicolas Sarkozy s'est aussi plus exprimé par la négative, employant 282 fois l'adverbe «ne, n'» comparativement à seulement 186 fois chez Royal. Il s'est



Le débat télévisé est l'occasion de rejoindre un électeur très diversifié sociologiquement et qui ne s'expose pas facilement aux discours politiques.

placé dans une logique de contre-argumentation avec l'emploi fréquent d'expressions comme «il ne faut pas», «ce n'est pas». Il a aussi insisté sur les clichés de la société française en opposant la droite et la gauche et en rappelant les positions des dirigeants du Parti socialiste comme Jospin (cinq fois), Hollande (quatre fois), la gauche (dix fois), les socialistes (neuf fois). Ségolène Royal a quant à elle choisi une approche explicative en suremployant les locutions adverbiales comme «parce que» ou «en sorte que».

Les références identitaires

Pour mieux cerner les références identitaires, nous avons recensé les emplois des noms propres désignant les principales communautés de référence ainsi que les vocables génériques désignant la collectivité [...]

L'indicateur ne montre pas de divergence significative entre les deux candidats, qui valorisent tout autant la France. Le candidat de la droite a plus souvent interpellé les Français que la candidate de la gauche, alors qu'il a parlé un peu plus de l'Europe, au tout pour comparer les performances économiques de la France et pour refuser l'entrée de la Turquie. Madame Royal a surtout insisté sur la relance de la construction européenne afin de «faire en sorte que l'Europe redevenue forte».

Les axes de communication

Nous avons identifié les 10 vocables les plus spéci-

ques à chaque candidat afin de mettre en relief les différences d'orientation. Les mots suivants caractérisent le discours de Royal: économique, demain, sociaux, aujourd'hui, chômage, jeunes, partenaires, entreprises, recherche, supplémentaires. Sarkozy se différencie par le suremploi de ces mots: madame, président, république, impôts, gauche, problèmes, achat, raison, salaires, choix.

Ségolène Royal a donc axé sa communication sur la politique économique, terrain où sa crédibilité était plus faible que celle de son adversaire. Nicolas Sarkozy a plus insisté sur le statut de président de la République et sur ses propositions sur la relance de l'économie par la baisse des impôts et l'augmentation des salaires. Son discours était aussi plus chiffré que celui de son adversaire (134 chiffres contre 76).

Par ailleurs, Ségolène Royal fait peu référence au statut présidentiel mais féminise la fonction: présidente (six fois). «Je veux être présidente de la République.» Son discours s'est aussi illustré par le recours à la justice: «juste valeur», «ce n'est pas juste». Mais curieusement, elle a totalement oublié la notion d'égalité. Dans l'ensemble, elle semble avoir cherché à rassembler à gauche en défendant avec acharnement les 35 heures et en valorisant le syndicalisme. Elle a toutefois négligé de faire appel au soutien du centre, ne mentionnant jamais Bayrou ou l'UDF.



Denise Bombardier

L'étiquetage

Si les mots servent à cerner les réalités, il arrive aussi qu'ils figent ces mêmes réalités. Cela pourrait s'appeler la mécanique de la glaciation de la pensée. Au Québec se pratique non sans efficacité par ceux qui se disent de gauche un corsetage identitaire de ceux qu'ils désignent de droite. L'insulte définitive est de traiter l'adversaire de droite sans définir ce mot.

Or, en cette période politique bouillonnante partout en Occident, les notions de gauche et de droite subissent une mise à jour aussi thérapeutique que salutaire. C'est ce qu'expriment tous ces électeurs qui refusent d'être plus longtemps emprisonnés dans des corridors idéologiques. Ces électeurs ont abandonné une vision absolutiste de la politique contre un pragmatisme sans doute moins exaltant et moins euphorisant mais dont les effets n'en seront peut-être pas moins considérables à court terme. A court terme, oui, car à l'heure de la calamité de la dette publique dans de nombreux pays parmi les plus prospères, la preuve est faite que personne ne peut ou ne veut gouverner pour ceux qui nous succéderont dans cent ans. Il est légitime de s'en désoler, de le dénoncer, mais force est de constater cette brutale vérité.

En Grande-Bretagne, pays à la tradition philosophique empreinte de ce pragmatisme, Tony Blair a su aérer et régénérer la gauche. Son approche du Parti travailliste a ouvert la voie à d'autres en Europe. Ségolène Royal, par exemple, a tenté depuis le début de sa campagne à la présidence de la France de suivre l'exemple de Blair en s'éloignant des tentatives sectaires au sein de son parti.

Toujours en France, Nicolas Sarkozy, contrairement à la diabolisation dans laquelle ses adversaires l'enferment, n'appartient pas à ces factions ultralibérales qui prônent l'abolition du rôle de l'État. Bien au contraire, sa vision de la politique économique se situe moins loin de celle de Ségolène Royal qu'on le laisse penser. Mais il n'est pas de bon ton d'affirmer ces choses devant ceux qui sont les conservateurs permanents des idéologies qui ont ensanglanté le XX^e siècle.

Chez nous, un décret venu d'on ne sait où étiquette les opposants aux théories du parti solidaire de droitistes, comme si le tout-étatisme et l'interventionnisme à outrance ne représentaient pas une vision sociale figée dans le radotage marxiste qui s'est écroulé avec le mur de Berlin.

Il faut aussi voir avec quel empressement le premier ministre Jean Charest s'est récemment cru obligé de répondre à ceux qui l'accusaient d'être de droite, comme si on l'avait taxé de racisme ou de misogynie. Or l'histoire contemporaine nous enseigne que ni la gauche ni la droite démocratique, qui font une large part aux libéraux, ne peuvent servir de repoussoir aux uns et aux autres. Elle nous apprend également que la vertu ne déserte aucun des deux camps, bien que la gauche s'affiche trop souvent en porte-étendard de cette même vertu.

Allons-nous enfin sortir de cet étiquetage inspiré du crétinisme intellectuel qui range dans le camp de la droite et de la réaction ceux qui osent dire que la famille demeure un des piliers de la société? Allons-nous continuer de laisser traiter d'homophobe quiconque émet des doutes à propos de la pertinence du mariage homosexuel tout en reconnaissant le bien-fondé de l'union civile? Allons-nous essayer l'accusation d'être de droite dès qu'il s'agit d'émettre des doutes sur des pratiques syndicales discutables dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles s'inspirent davantage du protectionnisme des membres que de l'intérêt public? Allons-nous cesser de ranger dans le camp des exploités de petits patrons de PME créateurs d'emplois et dont l'aisance matérielle du moment n'apporte pas cette sécurité psychologique et financière qu'assure une retraite de fonctionnaire ou d'enseignant?

Le manifeste *Pour un Québec lucide*, qui n'était somme toute qu'une manière de lancer un débat de fond et qui ne contenait aucun diktat ni aucun corps de doctrine, a été qualifié de droitiste, ce qui a eu pour conséquence de le déconsidérer avant même que plusieurs n'en prennent connaissance. Être de droite ou de gauche de nos jours est plus complexe à définir et comporte plus de nuances qu'à l'ère triomphale des idéologies. On peut avoir une vision plus à droite sur le plan économique et plus à gauche sur le plan social. La notion même de progrès est à redéfinir.

Et si être progressiste de nos jours consistait à bousculer les fausses vérités de la rectitude politique? Et si c'était refuser de cautionner les supposées avancées en matière de mœurs? Par exemple, pourquoi les clubs échangistes dont il a été question dans la presse cette semaine apparaîtraient-ils comme des lieux de libération des esprits et des corps alors qu'ils ne sont, à bien y penser, que des endroits de copulation comme il en a existé depuis la nuit des temps sans qu'on cherche à les faire passer pour des salons philosophiques ou progressistes?

Les notions de gauche et de droite dans nos démocraties départagent les gens autour du rôle plus ou moins grand de l'État dans la vie des citoyens et relèvent d'une conception différente de l'égalité et de la justice sociale. Pour avoir l'avantage énorme d'être à l'abri des extrémismes politiques et religieux qui existent chez nos voisins et en Europe, on devrait avoir la prudence et la sagesse d'éviter les étiquetages qui dénaturent et caricaturent les uns et les autres.

denbombardier@videotron.ca

Pour l'avenir des universités, un budget décisif

JULIE BOUCHARD

Secrétaire générale de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM)

LUC VINET

Recteur de l'Université de Montréal

Les défis que notre société doit surmonter sont nombreux et interreliés: faire face au vieillissement de la population et à l'augmentation de coûts en santé que cela engendre, redresser les finances de l'État, assurer le développement durable, revitaliser les régions, adapter notre économie à la mondialisation des marchés et aux réalités des économies émergentes, etc.

Par ailleurs, nous aspirons tous à faire du Québec une société à la fois juste, tolérante, ouverte, instruite, qui occupe une place de choix sur l'échiquier international grâce à la qualité de sa main-d'œuvre et à l'adaptabilité de son économie. Ces objectifs ne pourront être atteints que si nous faisons collectivement le choix de la formation, de l'innovation et de la recherche, et à cet égard le succès passe de façon incontournable par nos universités.

Les chefs des trois principaux partis politiques s'entendent tous pour dire que l'éducation constitue le secteur clé quand il s'agit de relever ces défis qui interpellent la société québécoise. Il importe maintenant d'y consacrer les ressources et la détermination

nécessaires. La situation présente est telle que, sans un coup de barre audacieux et transformateur dans le financement des universités, le Québec compromet son avenir, de plus en plus tributaire du savoir.

Un redressement s'impose

Il importe de rappeler que l'écart des revenus annuels entre les établissements du Québec et la moyenne de ceux des autres provinces canadiennes se chiffre à plus de 375 millions de dollars; c'est ce que révélait une étude conjointe du ministère de l'Éducation et de la CREPUQ en 2003 qui fait largement consensus. Pendant que le Québec sous-finance son réseau universitaire, les gouvernements des autres provinces investissent massivement dans les leurs. Ce qui fait que, chaque année qui passe, nous perdons du terrain. Cette situation ne peut plus durer.

À l'heure où les universités doivent penser et agir à la fois mondialement et localement, les institutions québécoises sont confrontées au manque de moyens matériels et de ressources humaines, à la détérioration inquiétante des infrastructures et des immeubles et à une paucité d'espaces.

Les conséquences du sous-financement se ressentent au quotidien et auront des répercussions à long terme. En ce qui concerne les effectifs, la différence de revenus entre le Québec et le reste du Canada se traduit par quelque 1500 professeurs en moins. Autre exemple, les bibliothèques manquent de ressources documentaires et humaines pour répondre aux besoins actuels et maintenir leur patrimoine.

Des solutions à notre portée et à celle du nouveau gouvernement!

Des sommes ont été prévues dans le récent budget du gouvernement fédéral sous la forme d'un rétablissement des paiements de transfert dévolus à l'éducation postsecondaire. Quelque 120 millions à compter de 2008 pour les universités québécoises.

Il convient de rappeler la nécessité, pour le gouvernement du Québec, d'assurer dès cette année un rehaussement du financement afin de combler l'écart qui sépare les universités québécoises de leurs homologues canadiennes pour ce qui est du budget de fonctionnement.

Ces réinvestissements, le gouvernement québécois a la marge de manœuvre pour les réaliser, et nous croyons qu'ils sont absolument vitaux pour assurer la pérennité et l'excellence de nos universités. Nous l'exhortons donc à utiliser une partie du nouvel apport de péréquation pour soutenir ses universités.

Il est tout aussi nécessaire d'investir les sommes requises pour l'entretien trop longtemps différé et la mise à niveau des infrastructures universitaires.

Aujourd'hui, la leader étudiante et le recteur de l'Université de Montréal demandent d'une même voix au gouvernement de faire le choix du savoir et de l'innovation, de faire audacieusement et stratégiquement le choix des universités, bref de faire le choix de l'avenir.

Le prochain budget est le moment d'exprimer le leadership requis et d'offrir à la population un signal en résonance avec ses aspirations.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Coriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Mungier (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet), Laurence Clavel (photojournaliste), Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (photojournaliste), Louise-Madeleine Rioux Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Precourt (responsable des pages thématiques), Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumais (rédaction); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bégin (théâtre et cabaret Culture), à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre médiatique) et page éditoriale: Odile Tremblay (cinéma), Isabelle Paré (culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), à l'information politique: Hélène Buzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information économique: Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Monique Bhière (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematits, Olivier Zida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION: Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furuy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

LE DEVOIR

Le DEVOIR est membre de la "Canadian Press", de l'"A.B.C." et de la "C.D.N.A."

MERCREDI, 2 MAI 1945

Demain: MUSEUMS ET FRAIS

MAXIMUM DE MONTURE :
 Aujourd'hui maximum 15.
 Demain 15.
 Mercredi maximum 15.
 Jeudi 15.
 Vendredi 15.
 Samedi 15.
 Dimanche 15.
 1945; 1945; 1945.

TROIS SOUS LE NUMERO
 ABONNEMENTS PAR LA POSTE
 EDITION QUOTIDIENNE
 CANADA (Sauf Montréal et le Québec) \$4.00
 États-Unis et Empire britannique 8.00
 UNION POSTALE 10.00
 BENTON HUBBARD
 CANADA 2.00
 États-Unis et UNION POSTALE 3.00

7 mai 1945

L'Allemagne s'est rendue sans conditions aux Alliés d'Occident et à la Russie, dans une école de France

(par Paul SAURIOL)

L'Allemagne s'est rendue sans conditions aux Alliés d'Occident et à la Russie à 2 heures 41 ce matin, heure de France (8 heures 41 hier soir, heure de Montréal). Les formalités de la reddition ont eu lieu à Reims, dans une école qui sert de quartier général au général Eisenhower. Les signataires de ce document historique sont pour l'Allemagne le général Gustav Jodl, le nouveau chef d'état-major de l'armée allemande; pour le commandement suprême des Alliés, le général Walter Bedell Smith, chef d'état-major du général Eisenhower; le général Ivan Susloparov a aussi signé pour la Russie, et le général François Sevez pour la France. Le général Eisenhower n'assai-

taut pas à la signature de la reddition, mais immédiatement après, il a reçu le général Jodl et son compagnon, l'amiral Hans-Georg Friedeburg. On a demandé aux deux délégués allemands s'ils comprennent les termes de reddition imposés à l'Allemagne et si ces termes seraient observés par l'Allemagne. Ils ont répondu: Oui. La reddition de l'Allemagne a été annoncée officiellement après que la radio allemande eut communiqué la nouvelle aux Allemands. C'est le comte von Krosgik, ministre des Affaires étrangères du Reich, qui a annoncé cet événement à ses concitoyens. Voici le texte de sa brève allocution: "Allemands et Allemandes, le haut commandement des forces armées a aujourd'hui, sur l'ordre

du grand amiral Doenitz, déclaré la reddition sans conditions de toutes les forces combattantes allemandes. Après près de six ans de lutte nous avons succombé. "Notre sympathie va d'abord à nos soldats. Personne ne doit se faire d'illusion sur la rigueur des termes que nos ennemis ont imposés au peuple allemand. Personne ne doit avoir aucun doute que de lourds sacrifices seront exigés de nous dans tous les domaines. Nous devons les accepter et observer loyalement nos obligations. "D'autre part, nous ne devons pas désespérer. De l'effondrement du passé nous devons conserver dans notre esprit une chose: l'idée de notre unité, l'idée de la camaraderie du front, l'idée de l'entraide des uns aux autres". [...]



Les formalités de la reddition ont eu lieu à Reims, dans une école qui sert de quartier général au général Eisenhower. Le général Eisenhower n'assistait pas à la signature de la reddition, mais immédiatement après, il a reçu le général Jodl (à droite) et son compagnon, l'amiral Hans-Georg Friedeburg (au centre).

2 mai 1945

La Journée de la Santé

Nous voilà rendus aujourd'hui à la Journée de la Santé dans la Semaine de la Jeunesse. [...] Diverses causeries sont données sur l'hygiène, base de la santé, les caprices des enfants envers l'alimentation, les moyens de combattre la tuberculose, les problèmes scolaires, la salubrité des logements, etc., etc. Pour le bien de la jeunesse, espérons que les parents distraits ou insouciantes auront la curiosité d'entendre ce qui se dit sur les problèmes des jeunes, pour leur santé morale et physique. Sous prétexte d'affirmer la primauté de l'âme sur le corps, on a tellement négligé ce dernier dans le passé que finalement on a une multitude de gens tout à fait indifférents aux moyens d'entretenir la santé, des parents qui sont incapables de prendre soin de la santé de leurs petits, des adultes qui sont incapables également de garder la leur.

Aussi en avons-nous assez de ces gens, hommes comme femmes, qui sont à peu près finis à quarante-cinq ou cinquante ans, au lieu d'être dans la force de l'âge et le plein épanouissement de leurs facultés.

Aujourd'hui, on [...] pense de moins en moins que tout ce qui se rapporte au corps est nécessairement néfaste et doit être mis de côté, passé sous silence ou ignoré.

Les enfants doivent apprendre que le corps est le serviteur de l'âme mais que ce serviteur a besoin d'être sain et solide.

Un malade, par exception, peut réussir de grandes choses dans sa vie, disait un jour un confrencier, mais un peuple malade ne le peut pas.

Nous avons de tristes records de santé dans la province malgré une grande amélioration au cours des dernières années. Il s'agit pour tous et chacun de travailler à intensifier cette amélioration et d'aider aux mouvements qui ont pour but d'éclairer nos gens sur les problèmes de santé.

Que de talents perdus ou gravement amoindris, que de vies gâchées parce que la santé de l'enfant, de l'adolescent n'a pas éveillé toute l'attention qu'il aurait fallu.

C'est plus facile de se renseigner aujourd'hui. A tout le monde d'en profiter.

G. B.

2 mai 1945

Comment l'histoire jugera-t-elle le chancelier Hitler?

La mort d'Adolphe Hitler demeure entourée de mystère. Le fait même de sa mort n'est pas admis partout. La radio de Moscou, en transmettant cette nouvelle, a ajouté que c'était "évidemment un nouveau truc fasciste". Mais, au ministère anglais des Affaires étrangères on admet le fait, en exprimant des doutes au sujet de l'endroit et de la façon dont les choses se sont passées. Toutefois des diplomates anglais ont dit qu'afin d'enlever toute possibilité d'erreur, les Alliés exigeraient après la reddition de l'Allemagne que l'on produise le cadavre du führer.

La nouvelle a été annoncée par la radio allemande à 4 heures 27 hier après-midi, c'est-à-dire à la fin de la soirée en Europe. L'annonceur a dit: "On rapporte du quartier général du führer que notre führer Adolphe Hitler, combattant jusqu'au dernier soupir contre le bolchevisme, est tombé pour l'Allemagne cet après-midi, à son quartier général dans la chancellerie du Reich. [...]"

Comment Hitler est-il mort? A la fin de la semaine dernière la nouvelle s'était répandue que Hitler avait été frappé d'hémorragie cérébrale. Il n'y aurait rien d'étonnant à cela, car les revers militaires que les Allemands ont subis depuis trois ans et l'éroulement imminent de son régime ont dû profondément affecter Hitler. Si telle est la cause de sa mort, il aura eu la chance de succomber à son poste, à la chancellerie du Reich; son sort aura été bien différent de celui de Mussolini.

Plusieurs autres hypothèses sont lancées un peu partout. Des correspondants prétendent que Hitler serait disparu, qu'il se serait caché pour diriger la résistance clandestine et qu'il aurait laissé un sosie mourir à

sa place afin de mieux cacher sa retraite. D'autres disent qu'il a peut-être été assassiné par des adversaires politiques, et qu'un nouvel attentat aurait réussi. [...]

Le communiqué officiel suggère que Hitler serait mort de l'action même de l'ennemi; mais cette expression peut n'être employée qu'au sens large, car s'il avait été atteint par un projectile russe, les Allemands n'auraient pas manqué de mentionner un fait qui eût magnifié leur chef. Pourtant il ne faut pas écarter complètement cette possibilité, puisque ce matin les Russes annoncent que le drapeau rouge flotte sur la chancellerie du Reich, ce qui suppose un combat dans cette zone. Il est évidemment possible aussi que Hitler soit mort ailleurs que dans cet édifice.

Quoi qu'il en soit des circonstances de sa mort, Hitler demeurera l'une des principales figures de notre temps, et probablement avec Staline l'homme le plus discuté dans l'histoire du dernier quart de siècle. Car on ne disposera pas de lui, pas plus que de Mussolini, simplement par l'accumulation d'épithètes injurieuses. Il a sûrement été un des grands fléaux de l'humanité. C'est un fanatique qui a accumulé beaucoup de ruines, matérielles et morales; mais il a aussi incarné l'âme d'un grand pays; il a relevé l'Allemagne, lui a redonné pour un temps une place de premier rang dans le monde. Son but, ses moyens, sa philosophie, tout était entaché d'erreurs fondamentales; mais il a su galvaniser un pays humilié, persuader son peuple qu'il n'y avait pas d'autre solution à ses problèmes que la violence.

Cette carrière néfaste comporte une grande leçon pour le monde. Car le succès de Hitler ne s'explique

pas seulement par son dynamisme, par son extraordinaire talent oratoire; on l'a dit et répété, Hitler est surtout le produit du traité de Versailles. A l'origine des excès du nazisme, il y avait des revendications défendables; pour monstrueux qu'il ait été, le national-socialisme allemand prenait sa source dans le patriotisme. Les erreurs de son racisme n'en étaient que plus dangereuses. [...]

Malgré des éléments d'ordre, de progrès, de puissance, la doctrine hitlérienne était profondément vicieuse. [...] Mais rien ne servira de condamner des erreurs et des crimes si on laisse subsister leurs causes. Si la prochaine paix n'est pas meilleure que celle de 1919, l'organisation internationale la plus poussée n'y fera rien, l'injustice suscitera de nouveau la guerre.

Avant d'annoncer la mort de Hitler, la radio allemande a transmis des extraits du "Crépuscule des Dieux" de Wagner. Les correspondants raillent cette mise en scène dramatique; cependant malgré ses erreurs et ses crimes, Hitler restera probablement le grand héros de l'histoire allemande. Le pays va traverser une crise profonde et prolongée; mais à mesure que s'estomperont les souffrances, que se relèveront les ruines, le peuple oubliera les fautes et les malheurs pour ne conserver qu'un souvenir épuré de la gloire même éphémère des armes allemandes; l'image de Hitler sera aussi simplifiée, aussi déformée si l'on veut, que celles de Napoléon et d'Elisabeth; les Allemands ne se souviendront plus que du fait qu'il a aimé son pays, même s'il l'a mal aimé.

Paul SAURIOL

3 mai 1945

"Abdication qui serait déshonorante"

C'est ce que dit M. André Laurendeau, chef provincial du Bloc populaire, en parlant des motifs de vivre des Canadiens français et en soulignant que ceux-ci ont le droit de faire leurs revendications

Québec, 3 (D.N.C.) - "Non seulement l'abdication serait déshonorante, mais elle ne paierait pas. Ce que nous allons chercher dans l'histoire, ce

n'est ni une leçon d'isolement, ni des coutumes désuètes ni des motifs de haine; ce sont des motifs de vivre, de vivre d'une manière plus courageuse et plus intégrale en amitié avec les autres, en amitié avec soi-même et avec son peuple; car nous savons que l'histoire, c'est la mémoire des peuples".

Voici comment M. André Laurendeau terminait son exposé sur le problème d'être ou de ne pas être pour le peuple canadien-français, au déjeuner de la Société Saint-Jean-Baptiste, hier midi.

Il précisa: "Tout va vite en ce moment, et nous ne l'ignorons pas. De nouveau nous entrons dans une ère de grandes luttes constitutionnelles et nous y entrons avec une claire conscience de la partie qui va se jouer. Nous y pénétrons avec l'intention de la livrer dans l'ordre, dans la justice et dans l'équité. Et nous avons la conviction qu'avec des Français on ne saurait faire que de mauvais Anglais, et que rien ne nous grandira, comme individu et comme peuple, si ce n'est une affirmation de nous-mêmes à la fois raisonnée et éclatante".

M. Laurendeau a montré la réponse que les Canadiens de langue française ont apportée tout le long de leur histoire, une réponse à cette question d'être ou de ne pas être, qui a été une volonté invincible de vivre. [...]

"Voulons-nous, comme peuple, être ou ne pas être", est la question chargée d'un long passé humain, d'expériences complexes, qui se pose à nous comme une sorte de plébiscite silencieux auquel chacun doit répondre.

Abordant la question de langue, M. Laurendeau y voit là un problème vital pour notre vie comme peuple. S'attaquant au bilinguisme intégral, il dit "qu'il n'a jamais existé, et j'ai peur qu'il n'existe jamais de peuple intégralement bilingue". Une élite peut l'être, doit l'être, une élite ouvrière, paysanne, des classes moyennes, une élite intellectuelle, mais pas l'ensemble de la population.

Si tous les Canadiens français étaient bilingues, ils sauraient tous l'anglais, disait M. de la Palisse. Et alors, puisqu'à ce phénomène n'aurait pas correspondu un phénomène analogue chez nos compatriotes anglo-canadiens, à quel spectacle cela donnerait-il lieu? Vous auriez d'un côté une langue solidement assise, bien enracinée, parlée par huit millions de Canadiens et 140 millions d'Etats-Uniens, et comprise par trois millions et demi de Canadiens jadis français, et de l'autre vous auriez un idiome devenu presque inutile, parlé quelque temps encore dans la famille et disparaissant lentement. Le français ne serait plus pour nous une langue vivante, mais une langue suivante. Elle commencerait à ne plus être et le dilemme aurait été conclu contre nous.

2 mai 1945

Les mères de la classe ouvrière

Les mères de la classe ouvrière doivent inculquer à leurs enfants les motifs de la vraie fierté ouvrière.

A votre fils apprenti, montrez-lui l'importance de la capacité professionnelle. Excitez en lui le désir d'être ponctuel à son travail, d'être attentif, d'être soigneux. Mettez-le en garde contre les négligences et les malhonnêtetés dont il pourrait être le témoin à son atelier. Montrez-lui que vous serez heureuse en le sachant devenir peu à peu un travailleur courageux aimant le travail bien fait.

J'ai connu la maman de cinq fils qui, en guise d'au revoir, chaque matin, leur disait en ajustant le paquet de tartines sous leur bras et en rectifiant le noeud de leur cravate: "Tâchez d'être des hommes..."

Vos filles et vos fils, s'ils sont membres d'oeuvres dans lesquelles on travaille à la prospérité morale ou matérielle du peuple, doivent recevoir vos encouragements. Leurs efforts contribueront à retenir du vice, de l'incroyance, des enfants de la classe ouvrière qui à leur tour rayonneront, travailleront, eux aussi, à l'éducation d'autres camarades.

Et vous-mêmes, épouses et mères du peuple, si vous prenez à coeur votre rôle de chrétiennes, comme vous feriez disparaître des milieux populaires les misères, les déchéances qui retardent le relèvement de tant de familles. Pour cela il ne faut pas vous ériger en oratrices de meetings, il ne faut pas courir de porte en porte toute la semaine.

Songez aux femmes qui sont malheureuses; pour qui le ménage est déseigné ou ravagé par la maladie, ruiné par le chômage. Ouvrez les yeux et ne les fermez pas sur ces malheureux. Allez au secours de ces détreppés. Vous en revienrez toujours heureuses et fières à la fois d'être femme et femme du peuple.

Pourquoi? Parce que dans les épreuves désolantes, dans les ménages les plus déçus, aux heures plus désespérées, c'est la femme, la mère qui trouve en son coeur les énergies nécessaires pour redonner autour d'elle foi et vie.

Interrogez tous ceux et toutes celles qui, ces dernières années, ont visité dans une agglomération industrielle des foyers touchés par la misère. Tous vous feront l'éloge de la mère et plusieurs ont même écrit qu'ils avaient souvent rencontré dans les taudis de véritables héroïnes.

La fierté ouvrière a son aspect chrétien. Pas de vraie grandeur ouvrière sans le christianisme. [...] Je songe à la maman du bienheureux Père Chevrier qui était une pauvre ouvrière du textile à Lyon; à la maman du saint Père Eymard, femme d'un ouvrier de Grenoble; à la maman de Pie X, humble couturière de village; à la maman de saint Joseph Bosco, [...] à la maman de l'abbé Poppe, le fondateur de la Croisade Eucharistique.

Toutes étaient des femmes du peuple, des mères aux humbles origines et qui n'ont ni statue, ni mausolée.

F. TONNET

EATON

Heures d'affaires du lundi au vendredi : 9 h. 30 à 5 h. 30. Nous fermons à 1 heure le samedi.

100 escabeaux de 25"

Cadre de métal, marches de bois franc. Garnis de caoutchouc pour les empêcher de glisser. Se plient facilement. **3.89**

Environ 5" de haut.

Mobilier au septième

T. EATON CO LIMITED
OF MONTREAL

Recherche et adaptation: Pierre Rousseau

OUVERTS DE 9 h. à 5 h. 30 SAMEDI COMPRIS.

DUPUIS

Cheminées artificielles pour votre salon

modèle illustré installe parfaitement bien les cheminées construites à même le mur, avec une paire de chevrons, fer cuivre, des bûches et un jeu de lambris pour orner les bûches ou complet

28.95

Si vous désirez orner un coin de mur de votre salon peinturé en relief ou récemment tapissé, c'est une de ces cheminées que vous voudrez choisir. Robustes et solides elles sont d'un beau fini laqué à bordure dorée fantaisie.

DUPUIS - 1000 rue (St-Jacques)

Dupuis Frères

ALBERT DUPUIS, PROPRIETAIRES
114, RUE ST-JACQUES, MONTREAL, QUEBEC